

Interview avec David Maria Sassoli, membre du Parlement Européen italien, lors de la veillée œcuménique à Rome 2017

Monsieur Sassoli, à la veille du 60ème anniversaire des Traités de Rome, qui ont marqué la naissance de l'Union Européenne, en plusieurs endroits nous constatons combien l'Europe a perdu ses racines chrétiennes, concentrée comme elle l'est sur le financement, la bureaucratie et les intérêts nationaux, incapable de solidarité et d'accueil, et de projeter un développement central sur la personne. Qu'est-ce que vous en pensez ?

« Il faut tout d'abord que les chrétiens se fassent entendre davantage, et il doit y avoir des réseaux dans le monde chrétien qui donnent le relai à d'autres. Parce qu'il y a des valeurs partagées, comme la paix, la cohabitation, la solidarité, la justice qui ont certainement une matrice chrétienne mais qui, de nos jours, sont assumés en tant que paradigme d'engagement politique, culturel, moral de la part aussi de citoyens qui ne sont pas chrétiens. Voilà les éléments qui font l'identité européenne : voilà pourquoi les chrétiens doivent être très contents parce que dans l'identité européenne nous retrouvons des valeurs qui appartiennent au monde chrétien. Mais, en ce moment, il est nécessaire que nous l'expliquions bien à nos citoyens parce que l'Europe fait peur, provoque l'anxiété, semble un poids, alors que nous avons besoin de faire de l'unité des européens la valeur nécessaire pour jouer le grand défi de ce siècle qui sera de donner une forme au marché global. La globalisation sans règles devient marginalisation, pauvreté, misère, elle peut être catastrophique pour beaucoup de zones de la planète. Le grand défi de l'Europe est de donner des règles et des valeurs au monde. Parce que les règles du marché sans la défense des droits humains, le sens de la liberté et de la démocratie, ne seraient que des lois économiques qui font prévaloir le plus fort et nous ne le voulons pas. Donc le défi est celui-ci : les valeurs chrétiennes qui sont à l'origine de l'identité européenne aujourd'hui sont l'élément pour faire face au grand défi mondial ».

Pour surmonter l'écart entre les Pays économiquement plus forts et ceux qui sont en train de progresser, nous parlons d'une Europe « à deux vitesses » , qu'est-ce que vous en pensez ?

« Si cela signifie qu'il y aura une Europe de série A et une de série B, alors ça ne va pas. Au contraire, si cela signifie que certains Pays peuvent s'associer, comme cela est prévu par le Traité de Lisbonne, en tant que coopération renforcée et parier sur des politiques communes qui ne dénaturent pas les standards européens, voilà ce qui est intéressant. C'est de cette façon que nous avons fait l'euro, avec une coopération renforcée qui est partie de dix, onze Pays et ensuite d'autres se sont agrégés. C'est une bonne méthode parce qu'en effet, dans les mécanismes européens, il est difficile de trouver l'unanimité. S'il y avait, par exemple, des Pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique et d'autres qui parient sur un défi commun, nous le souhaiterions vivement : nous aurions un noyau qui part et tire l'envolée et ensuite d'autres qui se regroupent ».

Le nécessité de revoir les Traités a été souvent discutée. Pape François aussi l'a souligné dans son discours au Parlement Européen, en mai dernier, à l'occasion de l'attribution du Prix Charles Magne. Dans quelle direction doivent-ils être modifiés ?

« Nous devrions arriver à les changer, j'opte pour arriver à une Constitution européenne, mais je dois dire, avec réalisme et regret, qu'en ce moment, rouvrir la discussion sur les Traités cela peut être très dangereux, il faut être prudents. Si nous reprenons maintenant le problème de Schengen, qu'est-ce qu'il en serait alors de cette Europe et avec ces Gouvernements si nationalistes ? Des Gouvernements qui ont peur des invasions des immigrés. Il vaut mieux, maintenant, de se concentrer sur quelques politiques qui peuvent développer davantage l'Europe parce que c'est de cela que nous avons besoin au-delà des Institutions, des règles et des traités ».